

PolySeSouvient / PolyRemembers

Étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes
Students and Graduates of Polytechnique for gun control



www.polysesouvient.ca ❖ info@Polysesouvient.ca ❖ @polysesouvient ❖ 514-816-7818 ❖ 4529 rue Clark, no 102, Mtl, H2T 2T3

COMMUNIQUÉ ([See English version here](#))

Nouveau sondage: La majorité des Canadiens veut que les Libéraux respectent leur promesse de racheter les armes d'assaut

Montréal, le 20 mai 2020 – Un [nouveau sondage](#) par **Environics Research** réalisé pour le compte de **PolySeSouvient** montre que la majorité des Canadiens (61 %) veut que le **gouvernement Libéral** respecte sa promesse électorale de racheter toutes les armes d'assaut existantes. Moins d'un Canadien sur quatre (23 %) est en désaccord avec un tel programme de rachat, tandis que 16 % n'ont pas exprimé d'opinion.¹

Dans le cadre des dernières élections fédérales, le **parti Libéral** a promis d'interdire toutes les armes d'assaut semi-automatiques de style militaire, comme l'**AR-15**, et de [racheter toutes les armes d'assaut achetées légalement](#) qui sont actuellement en circulation. Toutefois, le 1^{er} mai, pendant que le gouvernement [entreprenait l'interdiction](#) de 1500 modèles existants, il semblait reculer sur sa promesse alors que certaines autorités gouvernementales indiquaient que [le gouvernement songeait à mettre en place un programme](#) permettant aux propriétaires actuels de conserver leurs armes nouvellement prohibées – bien que leur usage, transport et vente en seraient interdits.

L'appui à un programme de rachat de toutes les armes d'assaut achetée légalement est majoritaire autant dans les régions urbaines (62%) que dans les régions rurales (55%), avec un soutien plus élevé au **Québec** (74%), en **Colombie-Britannique** (62%) et en **Ontario** (61%), et moins élevé en **Alberta** (43%) et au **Saskatchewan** (38%). Près de la moitié (46%) de ceux qui vivent dans un foyer détenant une ou plusieurs armes à feu souhaite également voir le gouvernement procéder à un programme de rachat obligatoire. (Les sondages [montrent invariablement](#) que la grande majorité des Canadiens appuie l'interdiction des armes d'assaut.)

Nathalie Provost, diplômée de Polytechnique, survivante et porte-parole de PolySeSouvient affirme: « *Un programme de rachat volontaire qui offre des droits acquis pour les armes d'assaut actuellement détenues est presque équivalent à ne pas avoir de programme de rachat. En effet, des milliers d'armes à feu ayant bénéficié de clauses grand-père des années 90 demeurent [encore en circulation aujourd'hui](#). Sans programme de rachat obligatoire, des dizaines de milliers d'armes semi-automatiques de type militaire resteront entre des mains privées pendant des générations et, avec eux, leurs risques inhérents pour la sécurité publique. En effet, un programme de rachat partiel constituerait une immense concession au lobby pro-armes et encore une autre déception dans le cadre de notre combat de 30 ans pour enfin débarrasser nos rues et nos communautés de ce type d'armes.* »

Heidi Rathjen, diplômée de Polytechnique et coordonnatrice de PolySeSouvient ajoute: « *Notre collectif a appuyé les Libéraux lors des dernières élections précisément parce qu'ils avaient fait une promesse très forte et très précise concernant les armes d'assaut, qui spécifiait notamment le retrait de celles présentement en circulation, comme l'ont fait l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En termes de sécurité publique, il existe un monde de différence entre une interdiction totale et une interdiction incomplète. Les Libéraux ont non seulement été élus en promettant un programme de rachat obligatoire, mais il est maintenant clair que la majorité des Canadiens appuie cette mesure.*

« *Revenir sur la promesse de retirer les armes d'assaut existantes serait aussi une grande victoire pour le lobby des*

¹ **Environics Research**, pour PolyRemembers/PolySeSouvient. Sondage en ligne du 11 au 14 mai 2020 parmi un échantillon représentatif 1511 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Résultats : http://polysesouvient.ca/Documents/POLL_20_05_11_to_14_Environics_MandatoryBuyBack.pdf ; Question: « Lors des dernières élections fédérales, l'une des promesses de la plateforme du parti libéral était d'interdire toutes les armes d'assaut semi-automatiques de type militaire, telles que le AR-15, et de racheter toutes celles ayant été achetées légalement et qui sont actuellement en circulation. Récemment, le gouvernement libéral a semblé revenir sur cette promesse en indiquant qu'il pourrait créer un programme qui permettrait plutôt aux propriétaires actuels de conserver leurs armes nouvellement prohibées - bien que leur utilisation, leur transport et leur vente seraient interdits. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec la déclaration suivante ? 'Le gouvernement libéral devrait tenir sa promesse électorale et initier un programme de rachat pour toutes les armes d'assaut achetées légalement.' »

armes, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, avec un nombre importants d'armes d'assaut détenues par leurs propriétaires actuels, il sera plus facile pour un prochain gouvernement de renverser l'interdiction. D'ailleurs, plusieurs candidats à la chefferie du parti Conservateur ont déjà promis d'annuler la mesure, dont les coureurs de tête [Peter Mackay](#) et [Erin O'Toole](#). C'est la raison derrière les directives des lobbys pro-armes à leurs membres, soit de 'gardez vos armes' et 'demeurez patients'.

« Deuxièmement, permettre la détention des armes d'assaut en vertu de clauses grand-père inciterait les propriétaires actuels à les garder et à soutenir les groupes pro-armes les plus extrémistes, c'est-à-dire ceux qui défendent les intérêts des manufacturiers d'armes d'assaut, des collectionneurs et des tireurs 'tactiques' qui profitent de la vente ou qui font usage des armes de style militaire. Ces lobbys continueront donc à être bien financés, seront davantage énergisés et poursuivront leurs efforts pour normaliser la possession privée des armes d'assaut ainsi que l'idéologie américaine 'à la NRA' qui s'y rattache.

« Enfin, maintenir la possession d'armes d'assaut garanti à toutes fins pratiques que ce débat ne sera jamais clôt. Les Libéraux continueront à être critiqués pour n'avoir pas accompli la tâche alors qu'ils en avaient l'opportunité et les Conservateurs continueront à être aux prises avec une base extrémiste pro-armes contraignant chaque nouveau chef à soutenir une position répréhensible aux yeux de la plupart des Canadiens. En plus de servir l'intérêt public, il nous semble que clôturer ce débat une fois pour toutes serait bénéfique pour l'ensemble des partis politiques. Et cela n'aura pas lieu avant la mise en place d'une interdiction complète et finale des armes d'assaut au Canada. »

Boufeldja Benabdallah, cofondateur de la Grande Mosquée de Québec, ajoute: « Lors de notre première apparition devant la Chambre des communes sur les armes à feu quelques mois à peine après l'attaque de notre mosquée, nous avons insisté et même implorer les politiciens présents à promulguer des lois et des règles de bannissement total des armes de guerre, ces armes qu'on appelle communément « armes d'assaut », demande que nous avons répété maintes fois par la suite. Aujourd'hui, nous apprécions énormément les progrès concrets du Gouvernement Trudeau sur la question des armes de guerre. Cependant, nous les exhortons à ne pas reculer sur le programme de rachat obligatoire qui nous a été promis, ainsi qu'à tous les Canadiens. Nous voulons une interdiction TOTALE sur le sol canadien. Comme l'a fait remarquer le Ministre de la Justice lui-même, [les armes conçues pour les champs de bataille n'ont pas leur place dans nos rues et nos communautés](#). Nous sommes entièrement d'accord. Nous attendons maintenant du gouvernement qu'il complète cette action historique et qu'il protège le public de ces armes de guerre. »

Suzanne Laplante-Edward, mère d'Anne-Marie Edward, une des quatorze victimes de Polytechnique renchérit : « Si le gouvernement ne tient pas sa promesse concernant le programme de rachat, ce serait une grande déception pour moi et ma famille. On nous avait promis une interdiction totale lors des dernières élections et c'est pour cette raison que mon mari et moi avons vanté la plateforme libérale devant tous les Canadiens. Obtenir une demi-mesure après tout cela ressemblerait à une trahison. Nous nous sommes ardemment battus pour obtenir la loi sur le contrôle des armes adoptée après le massacre de 1989 qui nous a enlevé notre fille, mais la plupart de ces mesures ont été affaiblie ou éliminée. Est-ce trop de demander une seule mesure solide? Avons-nous encore besoin de nous demander si nous allons voir de notre vivant l'interdiction complète de [l'arme utilisée](#) pour tuer notre fille et treize autres de ses consœurs? »

Son fils, **Jim Edward, frère d'Anne-Marie**, conclut : « Nous sommes optimistes de pouvoir compter sur l'appui du NPD, du Bloc Québécois et du Parti Vert pour instaurer un programme de rachat obligatoire. Ces derniers [se sont tous engagés](#) à appuyer une interdiction des armes d'assaut et, jusqu'à maintenant, n'ont pas pris la part du lobby pro-armes en lien avec les décrets annoncés le 1^{er} mai. Nous espérons que ce sondage les convaincra de défendre la volonté de la majorité des Canadiens. »

- 30 -

Pour entrevues:

- Nathalie Provost: 514-796-0142
- Heidi Rathjen : 514-816-7818 (texto) or via info@polysesouvient.ca
- Boufeldja Benabdallah: 418-454-7526
- Suzanne Laplante-Edward: via Info@polysesouvient.ca
- Jim Edward: via Info@polysesouvient.ca
- Meaghan Hennegan: 514-586-2364
- Kathlene Dixon: 514 299 5160 or Skype kathlenedixon@gmail.com

Polysesouvient est un groupe de citoyens bénévoles, dont de nombreux témoins, survivants et familles des victimes du massacre du 6 décembre 1989, qui oeuvrent pour un meilleur contrôle des armes et dont les objectifs sont endossés par l'Association des Étudiants de Polytechnique, l'Association des étudiants aux cycles supérieurs de Polytechnique, le CA de l'Association des diplômés de Polytechnique, l'Ordre des ingénieurs du Québec, le Réseau des ingénieurs du Québec, l'École Polytechnique,

l'École de technologie supérieure et plusieurs associations étudiantes de génie du Québec.
A/S: polysesouvient@gmail.com ; téléphone : 514-816-7818 ; @polysesouvient ; www.polysesouvient.ca